

Art. 3. Les textes corrigés énumérés ci-après qui sont contenus dans le 2^e addendum de la cinquième édition de la Pharmacopée européenne sont approuvés et remplacent les textes correspondants précédemment publiés :

2.4.30. Ethylène glycol et diéthylène glycol dans les substances éthoxylées

Almagate (2010)

Benzylpénicilline potassique (0113)

Benzylpénicilline sodique (0114)

Bléomycine (sulfate de) (0976)

Erythropoïétine (solution concentrée d') (1316)

Iopamidol (1115)

Octoxinol 10 (1553)

Potassium (chlorure de) (0185)

Povidone (0685)

Tramazoline (chlorhydrate de) monohydraté (1597)

Art. 4. Les textes corrigés énumérés ci-après qui sont contenus dans le 2^e addendum de la cinquième édition de la Pharmacopée européenne sont approuvés et remplacent les textes correspondants précédemment publiés :

2.9.18. Préparations pour inhalation : évaluation aérodynamique des particules fines

Vaccins pour usage humain (0153)

Art. 5. Le titre du texte « 2.9.25. Libération des principes actifs contenus dans les gommes à mâcher médicamenteuse » de la cinquième édition de la Pharmacopée européenne est remplacé par « 2.9.25. Essai de dissolution des gommes à mâcher médicamenteuses ».

Art. 6. Le titre du texte « Diéthylène glycol (monopalmitostéarate de) », (1415) de la cinquième édition de la Pharmacopée européenne est remplacé par « Diéthylène glycol (palmitostéarate de) ».

Art. 7. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juillet 2005 à l'exception de l'article 3 qui produit ses effets le 1^{er} janvier 2005 et de l'article 4 qui produit ses effets le 1^{er} avril 2005.

Art. 8. Notre Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 septembre 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
R. DEMOTTE

Art. 3. De hierna opgesomde verbeterde teksten die opgenomen zijn in het 2^e addendum van de vijfde uitgave van de Europese Farmacopee zijn goedgekeurd en vervangen de overeenstemmende voordien gepubliceerde teksten :

2.4.30. Ethyleenglycol en diethyleenglycol in geëthoxyleerde stoffen

Almagaat (2010)

Benzylpenicillinekalium (0113)

Benzylpenicillinenatrium (0114)

Bleomycinesulfaat (0976)

Erythropoïetine (geconcentreerde oplossing) (1316)

Iopamidol (1115)

Octoxinol 10 (1553)

Kaliumchloride (0185)

Povidon (0685)

Tramazolinehydrochloride monohydraat (1597)

Art. 4. De hierna opgesomde verbeterde teksten die opgenomen zijn in het 2^e addendum van de vijfde uitgave van de Europese Farmacopee zijn goedgekeurd en vervangen de overeenstemmende voordien gepubliceerde teksten :

2.9.18. Preparaten voor inhalatie : aérodynamische beoordeling van fijne deeltjes

Vaccins voor humaan gebruik (0153)

Art. 5. De titel van de tekst « 2.9.25. Vrijgave van actieve bestanddelen vervat in gemedicineerde kauwgom », van de vijfde uitgave van de Europese Farmacopee wordt vervangen door « 2.9.25. Dissolutieproef voor gemedicineerde kauwgom ».

Art. 6. De titel van de tekst « Diethyleenglyco monopalmitostearaat », (1415) van de vijfde uitgave van de Europese Farmacopee wordt vervangen door « Diethyleenglycolpalmitostearaat ».

Art. 7. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juli 2005, met uitzondering van artikel 3 dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 2005 en artikel 4 uitwerking heeft met ingang van 1 april 2005.

Art. 8. Onze Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 22 september 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
R. DEMOTTE

**SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT**

F. 2005 — 2772

[S - C - 2005/22877]

17 OCTOBRE 2005. — Arrêté royal établissant les normes minimales relatives à la protection des poules pondeuses

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal qui vous est soumis pour signature a pour objectif la transposition en droit national de la directive 1999/74/CE du Conseil du 19 juillet 1999 établissant les normes minimales relatives à la protection des poules pondeuses.

La directive prévoit une interdiction de l'élevage de poules pondeuses en batteries à partir de 2012. En remplacement, deux systèmes sont possibles : les cages aménagées et le système alternatif, connu comme le système de volière.

Les cages aménagées prévoient la possibilité de garder les poules pondeuses dans des cages communes qui doivent toutefois avoir une plus grande surface par poule que les batteries actuelles.

Le système alternatif adopte des plateaux ouverts (maximum 4 niveaux) où les poules peuvent se déplacer librement d'un niveau à l'autre. Il est possible de combiner ce système à celui en plein air.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU**

N. 2005 — 2772

[S - C - 2005/22877]

17 OKTOBER 2005. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de minimumnormen voor de bescherming van legkippen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit dat u ter ondertekening wordt voorgelegd, beoogt de omzetting in nationaal recht van de richtlijn 1999/74/EG van de Raad van 19 juli 1999 tot vaststelling van de minimumnormen voor de bescherming van legkippen.

De richtlijn voorziet in een verbod op legbatterijssystemen vanaf 2012. Ter vervanging worden twee systemen mogelijk : de verrijkte kooien en het alternatief systeem, gekend als het volièresysteem.

De verrijkte kooien voorzien in de mogelijkheid om legkippen in gemeenschappelijke kooien te houden, die wel een grotere oppervlakte per kip moeten hebben dan de huidige legbatterijen.

Het alternatief systeem omhelst open plateaus (maximum 4 niveaus) waarbij de kippen zich vrij van het ene naar het andere niveau kunnen begeven. Mogelijk kan dit gecombineerd worden met vrije uitloop.

Les concertations avec toutes les instances compétentes concernant la transposition de cette directive sont déjà en cours depuis plusieurs années.

Du point de vue du bien-être des animaux, le système alternatif semble préférable au système des cages aménagées. Pour le moment, trop peu de données objectives sont néanmoins disponibles pour prendre une décision concernant la manière de laquelle la directive sera transposée à long terme en droit national, notamment une transposition littérale ou une dérogation de celle-ci, soit par une limitation au système alternatif, soit par un renforcement des normes minimales pour les cages enrichies.

En vue de la collecte des données objectives nécessaires, une étude a été démarrée en février 2005, par laquelle une comparaison est faite entre le système de cages aménagées et le système alternatif.

Cette étude, qui examinera tant le bien-être des animaux que les aspects sanitaires liés aux deux systèmes, durera environ 18 mois. L'on fait une évaluation des applications déjà existantes et l'on construira une installation de test qui doit permettre, par des interventions dans sa gestion, d'examiner comment solutionner des problèmes déterminés. Sur la base de cette étude, la faisabilité du système alternatif sera confrontée de manière objective au système de cage aménagée.

Au moyen des résultats de cette étude et sur la base d'une évaluation objective des aspects en matière de bien-être des animaux, de conditions de vie, de santé publique et sur la base de critères économiques, le gouvernement prendra une décision endéans les 18 mois qui suivent la fin de l'étude par laquelle un choix sera fait entre la confirmation d'une transposition littérale d'une part ou une dérogation à celle-ci d'autre part. Cette dérogation peut inclure : (1) une limitation au système alternatif, ou (2) un renforcement des normes minimales pour les cages enrichies.

Cette décision doit être transposée par un arrêté royal avant le 1^{er} janvier 2010.

Cet arrêté royal doit être en concordance avec la décision du Conseil de l'Union européenne, telle que prévue à l'article 10 de la directive 1999/74/CE établissant les normes minimales relatives à la protection des poules pondeuses.

Si l'on s'écarterait d'une transposition littérale, soit par un choix pour le système alternatif, soit par une adaptation des normes pour les cages aménagées, une telle restriction n'entrera en vigueur que 15 ans après la date de la publication au Moniteur belge de l'arrêté royal susmentionné.

Ce timing a été choisi pour permettre au secteur d'adapter la politique d'amortissement de ses investissements à la décision du gouvernement et notamment pour lui permettre de s'adapter à temps aux restrictions éventuelles décidées.

Il est cependant impossible d'attendre cette décision du gouvernement avant de transposer la directive 99/74/CE en droit national. La transposition doit être effectuée immédiatement, vu que cette directive impose une transposition le 1^{er} janvier 2002 au plus tard.

En attendant la décision, le présent arrêté transpose littéralement la directive 99/74/CE en droit national.

Examen des articles

L'article 1^{er} a défini la terminologie utilisée dans le présent arrêté.

L'article 2 fixe un nombre de normes minimales générales sur la base de l'arrêté royal du 1^{er} mars 2000 concernant la protection des animaux dans les élevages. De même, cet article détermine quels établissements ne tombent pas sous le champ d'application du présent arrêté.

L'article 3 réfère à l'annexe du présent arrêté, dans laquelle un certain nombre de normes générales supplémentaires sont fixées.

L'article 4 fixe les exigences minimales pour les installations d'élevage des systèmes alternatifs. A partir du 1^{er} janvier 2007, ces exigences minimales s'appliqueront à tous les systèmes alternatifs. Les installations d'élevage qui sont mises en service pour la première fois à partir du 1^{er} janvier 2005 doivent immédiatement répondre à ces exigences minimales.

L'article 5 fixe les exigences minimales pour les cages non aménagées (batteries de ponte). Ces normes sont d'application à partir du 1^{er} janvier 2005. À partir du 1^{er} janvier 2012, la détention de poules pondeuses dans des cages non aménagées sera interdite.

Het overleg met alle bevoegde instanties betreffende de omzetting van deze richtlijn is reeds verscheidene jaren gaande.

Vanuit het oogpunt dierenwelzijn, lijkt het alternatief systeem te verkiezen boven het systeem van de verrijkte kooien. Er zijn op dit ogenblik echter te weinig objectieve gegevens beschikbaar om een beslissing te nemen inzake de wijze waarop de richtlijn op lange termijn zal omgezet worden in nationaal recht, met name een letterlijke omzetting of een afwijking hiervan, hetzij door een beperking tot het alternatief systeem, hetzij door een verstrenging van de normen voor verrijkte kooien.

Met het oog op het vergaren van de noodzakelijke objectieve gegevens, werd in februari 2005 een studie opgestart, waarbij een vergelijking wordt gemaakt tussen het verrijkte kooi systeem en het alternatieve systeem.

Deze studie, die zowel onderzoek zal verrichten betreffende het dierenwelzijn, als aangaande de sanitaire aspecten verbonden aan beide systemen, zal ongeveer 18 maand duren. Er wordt een evaluatie gemaakt van de reeds bestaande toepassingen, en er zal een proefopstelling gebouwd worden die moet toelaten, via ingrepen in het beheer ervan, na te gaan hoe vastgestelde problemen kunnen opgelost worden. Op basis van deze studie zal de haalbaarheid van het alternatief systeem op een objectieve wijze getoetst worden aan het verrijkte kooi systeem.

Gebruik makend van de resultaten van deze studie en op basis van een objectieve evaluatie van de aspecten inzake dierenwelzijn, leefomstandigheden en volksgezondheid, en op basis van economische criteria, zal de regering binnen de 18 maanden na het beëindigen van de studie, een beslissing nemen waarbij een keuze zal worden gemaakt tussen de bevestiging van een letterlijke omzetting enerzijds of een afwijking hiervan anderzijds. Dergelijke afwijking kan inhouden : (1) een beperking tot het alternatieve systeem, of (2) een verstrenging van de minimumnormen voor verrijkte kooien.

Deze beslissing dient vóór 1 januari 2010 omgezet te zijn in koninklijk besluit.

Dit koninklijk besluit dient in overeenstemming te zijn met de beslissing van de Raad van de Europese Unie, zoals voorzien in artikel 10 van de Richtlijn 1999/74/EG tot vaststelling van de minimumnormen voor de bescherming van legkippen

Ingeval wordt afgeweken van de letterlijke omzetting, hetzij door een keuze voor het alternatief systeem, hetzij door een aanpassing van de normen voor de verrijkte kooien, zal dergelijke beperking pas in werking treden 15 jaar na datum van publicatie van voormeld koninklijk besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

Deze timing is zo gekozen om de sector toe te laten om de afschrijvingspolitiek van hun investeringen af te stemmen op de beslissing van de regering, en hem met name toe te laten zich tijdig aan te passen aan de eventueel besliste beperkingen.

Het is evenwel onmogelijk om deze regeringsbeslissing af te wachten, alvorens de richtlijn 99/74/EG om te zetten in nationaal recht. De omzetting dient onverwijld te geschieden, aangezien deze richtlijn een omzetting oplegt uiterlijk op 1 januari 2002.

In afwachting van de beslissing, wordt met voorliggend besluit de richtlijn 99/74/EG letterlijk omgezet in nationaal recht.

Onderzoek van de artikelen

Artikel 1 definieert de terminologie gebruikt in dit besluit.

Artikel 2 legt een aantal algemene minimumnormen vast op basis van het koninklijk besluit van 1 maart 2000 inzake de bescherming van voor landbouwdoeleinden gehouden dieren. Tevens wordt in dit artikel bepaald welke kippenhouderijen buiten het toepassingsgebied van voorliggend besluit vallen.

Artikel 3 refereert naar de bijlage van dit besluit, waarin een aantal bijkomende algemene normen worden vastgelegd.

Artikel 4 legt de minimumeisen vast voor de houderijvoorzieningen van alternatieve systemen. Vanaf 1 januari 2007 zijn deze minimumeisen van toepassing op alle alternatieve systemen. Houderijvoorzieningen die vanaf 1 januari 2005 voor het eerst worden in gebruik genomen, dienen onmiddellijk aan deze minimumeisen te voldoen.

Artikel 5 legt de minimumeisen vast voor de niet verrijkte kooien (legbatterijen). Deze normen zijn van toepassing vanaf 1 januari 2005. Vanaf 1 januari 2012 is het houden van legkippen in niet verrijkte kooien verboden.

L'article 6 fixe les exigences minimales pour les cages aménagées. Ces normes sont d'application à partir du 1^{er} janvier 2005.

Dans cet article il est également défini que, endéans les 18 mois après la clôture de l'étude comparative, le gouvernement prendra une décision qui pourra éventuellement porter sur un renforcement des normes minimales pour les cages enrichies, ou une limitation à l'utilisation du système alternatif.

Une dérogation à une transposition littérale de la directive ne pourra entrer en vigueur que 15 ans après la date de la publication au *Moniteur belge*.

L'article 7 abroge, à partir de l'entrée en vigueur du présent arrêté, l'arrêté royal du 23 octobre 1989 concernant la protection des poules pondeuses en batterie.

L'article 8 fixe l'entrée en vigueur du présent arrêté à sa date de publication et définit qu'il doit être confirmé ou modifié avant le 1^{er} janvier 2010.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,

De Votre Majesté,

le très respectueux,

et très fidèle servent,

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,

R. DEMOTTE

17 OCTOBRE 2005. — Arrêté royal établissant les normes minimales relatives à la poules pondeuses

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux;

Vu la Directive 1999/74/CE du Conseil du 19 juillet 1999 établissant les normes minimales relatives à la protection des poules pondeuses;

Vu l'accord des Régions donné le 1^{er} et le 10 décembre 2004;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 10 mars 2004;

Vu la nécessité de transposition immédiate de la directive 1999/74/CE du Conseil du 19 juillet 1999 définissant les normes minimales de protection des poules pondeuses

Vu que la présente transposition littérale laisse le choix entre le système de cages enrichies et le système alternatif;

Vu qu'à cet instant, à défaut de données objectives un tel choix est difficile à faire;

Vu que, sur la base d'une étude, la faisabilité et la nécessité du système alternatif peuvent être comparées au système de cages enrichies. Basé sur les résultats de cette étude et sur une évaluation objective des aspects bien-être animal, circonstances de vie et santé publique, et tenant compte de critères économiques, le gouvernement prendra une décision dans les 18 mois après la clôture de l'étude, par laquelle un choix sera fait entre une transposition littérale d'une part et une dérogation à celle-ci d'autre part : (1) une limitation au système alternatif, ou (2) un renforcement des normes minimales pour les cages enrichies. Cette décision sera transposée en arrêté royal avant le 1^{er} janvier 2010. Une dérogation à la transposition littérale de la directive n'entrera en vigueur que 15 ans après la publication de l'arrêté susmentionné au *Moniteur belge*

Vu l'avis 29.956/3 du Conseil d'Etat donné le 5 décembre 2000;

Artikel 6 legt de minimumeisen vast voor de verrijkte kooien. Deze normen zijn van toepassing vanaf 1 januari 2005.

In dit artikel wordt eveneens vastgelegd dat, binnen de 18 maanden na het beëindigen van een vergelijkende studie, de regering een beslissing zal nemen die eventueel een verstrenging van de minimumnormen voor verrijkte kooien, of een beperking tot het gebruik van alternatieve systemen, kan inhouden.

Een afwijking van een letterlijke omzetting van de richtlijn zal pas 15 jaar na datum van de publicatie in het *Belgisch Staatsblad* in werking kunnen treden.

Artikel 7 heft, vanaf de inwerkingtreding van dit besluit, het koninklijk besluit van 23 oktober 1989 betreffende de bescherming van legkippen in batterijen, op.

Artikel 8 stelt de inwerkingtreding van dit besluit vast op datum van publicatie van dit besluit en bepaalt dat het besluit bevestigd of gewijzigd moet worden vóór 1 januari 2010.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,

Van Uwe Majesteit,

de zeer eerbiedige

en zeer getrouwde dienaars,

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,

R. DEMOTTE

17 OKTOBER 2005. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de minimumnormen voor de bescherming van legkippen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren;

Gelet op de Richtlijn 1999/74/EG van de Raad van 19 juli 1999 tot vaststelling van de minimumnormen voor de bescherming van legkippen;

Gelet op het akkoord van de Gewesten gegeven op 1 en 10 december 2004;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 10 maart 2004;

Overwegende de noodzaak tot onverwijld omzetting van de Richtlijn 1999/74/EG van de Raad van 19 juli 1999 tot vaststelling van de minimumnormen voor de bescherming van legkippen;

Overwegende dat de huidige letterlijke omzetting de keuze vrijlaat tussen het verrijkte kooi systeem en het alternatieve systeem;

Overwegende dat op dit ogenblik bij gebrek aan objectieve gegevens een dergelijke keuze moeilijk te maken is;

Overwegende dat op basis van een studie de haalbaarheid en de noodzaak van het alternatief systeem op een objectieve wijze getoetst wordt aan het verrijkte kooi systeem. Gebaseerd op de resultaten van deze studie en op een objectieve evaluatie van de aspecten inzake dierenwelzijn, leefomstandigheden en volksgezondheid, en rekening houdend met economische criteria, zal de regering binnen de 18 maanden na het beëindigen van de studie een beslissing nemen waarbij een keuze zal worden gemaakt tussen een letterlijke omzetting enerzijds of een afwijking hiervan anderzijds. Dergelijke afwijking kan inhouden : (1) een beperking tot het alternatieve systeem, of (2) een verstrenging van de minimumnormen voor verrijkte kooien. Deze beslissing zal omgezet worden in koninklijk besluit vóór 1 januari 2010. Een afwijking van een letterlijke omzetting van de richtlijn zal pas in voege treden 15 jaar na de publicatie van voormeld besluit in het *Belgisch Staatsblad*;

Gelet op het advies 29.956/3 van de Raad van State gegeven op 5 december 2000;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique et sur l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° poules pondeuses : des poules de l'espèce *Gallus gallus* ayant atteint la maturité de ponte et élevées pour la production d'oeufs non destinés à la couvaison;

2° nid : un espace séparé, dont les composants au sol excluent toute utilisation de treillis métalliques pouvant entrer en contact avec les volailles, prévu pour la ponte d'une poule ou d'un groupe de poules (nid collectif);

3° litière : tout matériel friable permettant aux poules de satisfaire leurs besoins éthologiques;

4° surface utilisable : une surface large d'au moins 30 centimètres, inclinée au maximum à 14 %, surmontée d'un espace libre haut d'au moins 45 centimètres. Les surfaces du nid ne font pas partie de la surface utilisable.

Art. 2. § 1^{er}. Le présent arrêté établit les normes minimales relatives à la protection des poules pondeuses.

La détention de poules pondeuses reste soumise aux dispositions pertinentes de l'arrêté royal du 1^{er} mars 2000 concernant la protection des animaux dans les élevages pour autant que le présent arrêté n'y déroge pas.

§ 2. Le présent arrêté ne s'applique pas :

1° aux établissements de moins de 350 poules pondeuses;

2° aux établissements d'élevage de poules pondeuses reproductrices.

Ces établissements restent soumis sans restriction à l'arrêté royal du 1^{er} mars 2000 précité.

Art. 3. Les propriétaires ou détenteurs de poules pondeuses se conforment aux dispositions de l'annexe jointe au présent arrêté et, selon le cas, aux dispositions des chapitres II, III ou IV :

1° les dispositions prévues au chapitre II en ce qui concerne les systèmes alternatifs;

2° les dispositions prévues au chapitre III en ce qui concerne les cages non aménagées;

3° les dispositions prévues au chapitre IV en ce qui concerne les cages aménagées.

CHAPITRE II. — *Dispositions applicables aux systèmes alternatifs*

Art. 4. § 1^{er}. Toutes les installations d'élevage visées au présent chapitre, nouvellement construites ou reconstruites ou mises en service pour la première fois, doivent répondre à compter du 1^{er} janvier 2005 au moins aux exigences énoncées ci-dessous

1° toutes les installations doivent être équipées de manière à ce que toutes les poules pondeuses disposent :

a) de mangeoires soit longitudinales offrant au moins 10 cm de longueur par poule, soit circulaires offrant au moins 4 cm de longueur par poule;

b) d'abreuvoirs soit continus offrant 2,5 cm de longueur par poule, soit circulaires offrant 1 cm de longueur par poule.

En outre, en cas d'utilisation de tétines ou de coupes, au moins une tétine ou une coupe est prévue pour dix poules. Dans le cas d'abreuvoirs à raccords, deux tétines ou deux coupes au moins doivent se trouver à portée de chaque poule;

c) d'au moins un nid pour sept poules. Lorsque des nids collectifs sont utilisés, une superficie d'au moins 1 m² doit être prévue pour un maximum de 120 poules;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid en op advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° legkippen : legrijpe kippen van de soort *Gallus gallus* die worden gehouden voor de productie van andere eieren dan broedeieren;

2° nest : een aparte ruimte voor een individuele kip of een groep kippen (gemeenschappelijk nest) die geschikt is voor het leggen van eieren en waarin de kippen niet in contact kunnen komen met bodembestanddelen die bestaan uit draadgaas;

3° strooisel : materiaal met een losse structuur waarin de kippen aan hun ethologische behoeften kunnen voldoen;

4° bruikbare oppervlakte : een ten minste 30 cm breed oppervlak met een helling van ten hoogste 14 % met daarboven een vrije ruimte van ten minste 45 cm hoogte. Nestoppervlakten worden niet tot de bruikbare oppervlakte gerekend.

Art. 2. § 1. Dit besluit stelt minimumnormen vast inzake de bescherming van legkippen.

Het houden van legkippen blijft onderworpen aan de toepasselijke bepalingen van het koninklijk besluit van 1 maart 2000 inzake de bescherming van voor landbouwdoeleinden gehouden dieren, voor zover dit besluit daarvan niet afwijkt.

§ 2. Dit besluit is niet van toepassing op :

1° kippenhouderijen met minder dan 350 legkippen;

2° kippenhouderijen voor het fokken van legkippen.

Op deze kippenhouderijen is het voornoemde koninklijk besluit van 1 maart 2000 onverkort van toepassing.

Art. 3. De eigenaars of houders van legkippen houden zich aan de bepalingen vervat in de bijlage bij dit besluit en, naargelang het geval, aan de bepalingen van hoofdstukken II, III of IV :

1° voor alternatieve systemen, de bepalingen van hoofdstuk II;

2° voor niet verrijkte kooien, de bepalingen van hoofdstuk III;

3° voor verrijkte kooien, de bepalingen van hoofdstuk IV.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen voor alternatieve systemen*

Art. 4. § 1. Alle in dit hoofdstuk bedoelde nieuw gebouwde, verbouwde of voor het eerst in gebruik genomen houderijvoorzieningen moeten vanaf 1 januari 2005 ten minste aan de onderstaande eisen voldoen

1° alle houderijvoorzieningen moeten zodanig uitgerust zijn dat alle legkippen beschikken over

a) hetzij langwerpige voederbakken waarbij elk dier beschikt over ten minste een lengte van 10 cm aan de voederbak, hetzij ronde voederbakken waarbij elk dier beschikt over ten minste 4 cm;

b) hetzij continu werkende drinkgoten waarbij elk dier beschikt over 2,5 cm aan de drinkgoot, hetzij ronde drinkbakken waarbij elke kip beschikt over 1 cm.

Bovendien moet er bij gebruik van drinknippels of drinkbakjes ten minste één drinknippel of één drinkbakje beschikbaar zijn per tien kippen. Bij waterverstreking via nippels of drinkwaterbakjes moeten ten minste twee drinknippels of twee drinkbakjes voor elke kip bereikbaar zijn;

c) ten minste één nest per zeven legkippen. Wanneer gemeenschappelijke nesten worden gebruikt, moet er voor elke groep van ten hoogste 120 kippen ten minste 1 m² nestruimte beschikbaar zijn;

d) de perchoirs appropriés, sans arête acérée et offrant au moins 15 cm par poule. Les perchoirs ne sont pas installés au-dessus de la litière et la distance horizontale entre perchoirs est d'au moins 30 cm et entre le perchoir et le mur d'au moins 20 cm;

e) d'au moins 250 cm² de la surface de la litière par poule, la litière occupant au moins un tiers de la surface au sol;

2° le sol des installations doit être construit de telle sorte qu'il supporte de manière adéquate chacune des serres antérieures de chaque patte;

3° pour les systèmes d'élevage qui permettent aux poules pondeuses de se déplacer librement entre différents niveaux :

a) le nombre de niveaux superposés est limité à quatre;

b) la hauteur libre entre les niveaux doit être de 45 cm au moins;

c) les équipements d'alimentation et d'abreuvement doivent être répartis de manière à ce que toutes les poules y aient pareillement accès;

d) les niveaux doivent être installés de manière à empêcher les fientes de tomber sur les niveaux inférieurs;

4° lorsque les poules pondeuses ont accès à des espaces extérieurs :

a) plusieurs trappes de sortie doivent donner directement accès à l'espace extérieur et avoir au moins une hauteur de 35 cm et une largeur de 40 cm et être réparties sur toute la longueur du bâtiment; une ouverture totale de 2 m doit en tout état de cause être disponible par groupe de 1 000 poules;

b) les espaces extérieurs doivent :

i) afin de prévenir toute contamination, avoir une superficie appropriée à la densité de poules détenues et à la nature du sol;

ii) être pourvus d'abris contre les intempéries et les prédateurs et, si nécessaire, d'abreuvoirs appropriés;

5° la densité animale ne doit pas comporter plus de neuf poules pondeuses par m² de surface utilisable.

Toutefois, lorsque la surface utilisable correspond à la surface au sol disponible, jusqu'au 31 décembre 2011, une densité animale de douze poules par m² de surface disponible est autorisée pour les établissements qui appliquaient ce système le 3 août 1999.

§ 2. Les exigences minimales prévues au paragraphe précédent s'appliquent à tous les systèmes alternatifs à partir du 1^{er} janvier 2007.

CHAPITRE III. — Dispositions applicables à l'élevage en cages non aménagées

Art. 5. § 1^{er}. Toutes les cages visées au présent chapitre doivent répondre, à partir du 1^{er} janvier 2005, au moins aux exigences énoncées ci-dessous :

1° les poules pondeuses doivent disposer d'au moins 550 cm² de surface de la cage par poule qui doit être utilisable sans restriction, notamment sans tenir compte de l'installation de rebords déflecteurs antigaspillage susceptibles de restreindre la surface disponible, et mesurée sur le plan horizontal;

2° une mangeoire pouvant être utilisée sans restriction doit être prévue. Sa longueur doit être d'au moins 10 cm multipliée par le nombre de poules dans la cage;

3° en l'absence de tétines ou de coupes, chaque cage doit comporter un abreuvoir continu de même longueur que la mangeoire visée au point 2°. Dans le cas des abreuvoirs à raccords, deux tétines ou deux coupes au moins doivent se trouver à portée de chaque cage;

4° les cages doivent avoir une hauteur d'au moins 40 cm sur 65 % de la surface de la cage et pas moins de 35 cm en tout point;

d) geschikte zitstokken, zonder scherpe randen, met ten minste 15 cm zitruimte per kip. De zitstokken worden niet boven het strooisel aangebracht en de horizontale afstand tussen de zitstokken bedraagt ten minste 30 cm en tussen de zitstok en de wand ten minste 20 cm;

e) ten minste een oppervlakte van 250 cm² bedekt met strooisel per kip, waarbij ten minste een derde van het grondoppervlak met strooisel is bedekt;

2° de bodem van de voorzieningen moet zo geconstrueerd zijn dat daarop alle naar voren gerichte tenen van beide poten behoorlijk kunnen steunen;

3° voor houderijvoorzieningen waarbij de legkippen zich vrij tussen verschillende niveaus kunnen verplaatsen :

a) is het aantal niveaus beperkt tot vier;

b) moet de vrije hoogte tussen de niveaus ten minste 45 cm bedragen;

c) moeten de voeder- en drinksystemen zo verdeeld zijn dat alle kippen er gelijke toegang toe hebben;

d) moeten de niveaus zo geïnstalleerd zijn dat de uitwerpselen niet op de daaronder gelegen niveaus kunnen terecht komen;

4° voor houderijvoorzieningen waarbij de legkippen toegang hebben tot ruimten buiten :

a) moeten verschillende uitgangen rechtstreeks toegang tot de ruimte buiten geven, ten minste 35 cm hoog en 40 cm breed zijn en over de hele lengte van het gebouw verdeeld zijn; in ieder geval moet er voor elke groep van 1 000 kippen in totaal een opening van 2 m breedte beschikbaar zijn;

b) moeten de ruimten buiten :

i) om verontreiniging te voorkomen, een oppervlakte hebben die is afgestemd op de bezettingsgraad en het bodemtype;

ii) voorzien zijn van beschutting tegen slecht weer en roofdieren, en indien nodig van passende drinkvoorzieningen;

5° de bezetting mag niet meer dan negen legkippen per m² bruikbare oppervlakte bedragen.

Indien de bruikbare oppervlakte echter gelijk is aan de beschikbare vloeroppervlakte, is tot en met 31 december 2011 een bezetting van twaalf kippen per m² beschikbare oppervlakte toegestaan voor de houderijen die dit systeem op 3 augustus 1999 toepasten.

§ 2. De in voorgaande paragraaf genoemde minimumeisen zijn van toepassing op alle alternatieve systemen vanaf 1 januari 2007.

HOOFDSTUK III. — Bepalingen voor het houden van kippen in niet verrijkte kooien

Art. 5. § 1. Alle in dit hoofdstuk bedoelde kooien dienen vanaf 1 januari 2005 ten minste te voldoen aan de volgende eisen :

1° de legkippen moeten elk beschikken over een kooioppervlakte van ten minste 550 cm², horizontaal gemeten, die vrij beschikbaar is, en waarin met name niet zijn meegerekend de antimorsranden bij de voergoot die de beschikbare oppervlakte kunnen beperken;

2° er moet een vrij beschikbare voederbak aanwezig zijn, met een lengte van ten minste 10 cm vermenigvuldigd met het aantal kippen in de kooi;

3° tenzij er drinknippels of drinkbakjes gemonteerd zijn, moet in elke kooi een continu werkende drinkgoot met dezelfde lengte als de in punt 2° bedoelde voederbak aanwezig zijn. Bij waterverstrekking via nippels of drinkwaterbakjes moeten ten minste twee nippels of twee drinkbakjes per kooi bereikbaar zijn;

4° de kooien moeten over 65 % van de kooioppervlakte ten minste 40 cm hoog zijn en mogen nergens lager zijn dan 35 cm;

5° le sol des cages doit être construit de telle sorte qu'il supporte de manière adéquate chacune des serres antérieures de chaque patte. La pente ne doit pas excéder 14 % ou 8 degrés. Au cas où le sol n'est pas constitué de treillis métallique à mailles rectangulaires, une pente plus forte peut être autorisée par les services vétérinaires;

6° les cages doivent être équipées des dispositifs appropriés de raccourcissement des griffes.

§ 2. L'élevage dans les cages visées au présent chapitre est interdit à compter du 1^{er} janvier 2012. En outre, la construction ou la mise en service pour la première fois de cages telles que visées au présent chapitre est interdite à partir de l'entrée en vigueur de cet arrêté.

CHAPITRE IV. — Dispositions applicables à l'élevage en cages aménagées

Art. 6. § 1^{er}. Toutes les cages visées au présent chapitre doivent répondre, à partir du 1^{er} janvier 2005, au moins aux exigences énoncées ci-dessous :

1° les poules pondeuses doivent disposer :

a) d'au moins 750 cm² de la superficie de la cage par poule, dont 600 cm² de surface utilisable, étant entendu que la hauteur de la cage autre que celle au-dessus de la surface utilisable doit avoir au moins 20 cm en tout point et que la superficie totale de toute cage ne peut pas être inférieure à 2 000 cm²;

b) d'un nid;

c) d'une litière permettant le picotage et le grattage;

d) de perchoirs appropriés offrant au moins 15 cm par poule;

2° une mangeoire pouvant être utilisée sans restriction doit être prévue. Sa longueur doit être d'au moins 12 cm multipliée par le nombre de poules dans la cage;

3° chaque cage doit comporter un système d'abreuvement approprié, compte tenu notamment de la taille du groupe; dans le cas d'abreuvoirs à raccords, deux tétines ou deux coupes au moins doivent se trouver à portée de chaque poule;

4° pour faciliter l'inspection, l'installation et le retrait des animaux, les rangées de cages doivent être séparées par des allées d'une largeur minimale de 90 cm et un espace d'au moins 35 cm doit être prévu entre le sol du bâtiment et les cages des rangées inférieures;

5° les cages doivent être équipées de dispositifs appropriés de raccourcissement des griffes.

§ 2. Sur la base d'une étude scientifique qui portera tant sur les aspects de santé publique et de politique sanitaire, de politique économique et de politique du bien-être animal, Nos Ministres réunis en Conseil proposeront, dans les 18 mois de la clôture de cette étude, soit une confirmation du présent arrêté, soit une modification de celui-ci dans le sens soit d'un renforcement des normes minimales pour les cages enrichies soit d'une limitation à l'utilisation du système alternatif.

Cette décision doit être en concordance avec la décision du Conseil de l'Union européenne, telle que prévue à l'article 10 de la directive 1999/74/CE établissant les normes minimales relatives à la protection des poules pondeuses

Les dispositions qui dérogeraient à une transposition littérale de la directive 1999/74/CE du Conseil du 19 juillet 1999 visant à définir les normes minimales de protection des poules pondeuses ne peuvent entrer en vigueur que 15 ans après leur publication au *Moniteur belge*.

5° de bodem van de kooien moet zo geconstrueerd zijn dat daarop alle naar voren gerichte tenen van beide poten behoorlijk kunnen steunen. De bodemhelling mag niet meer bedragen dan 14 % of 8 graden. Voor bodems waarin ander dan rechthoekig draadgaas wordt gebruikt, kan een steilere helling toegestaan worden door de veterinaire diensten;

6° de kooien moeten uitgerust zijn met passende voorzieningen om het doorgroeien van de nagels tegen te gaan.

§ 2. Het houden van kippen in de in dit hoofdstuk bedoelde kooien is met ingang van 1 januari 2012 verboden. Bovendien is het bouwen of voor het eerst in gebruik nemen van de in dit hoofdstuk bedoelde kooien verboden vanaf de inwerkingtreding van dit besluit.

HOOFDSTUK IV. — Bepalingen voor het houden van kippen in verrijkte kooien

Art. 6. § 1. Alle in dit hoofdstuk bedoelde kooien dienen vanaf 1 januari 2005 ten minste te voldoen aan de volgende eisen :

1° de legkippen moeten beschikken over :

a) een kooioppervlakte van ten minste 750 cm² per kip, waarvan 600 cm² bruikbare oppervlakte, met dien verstande dat de kooi, boven andere plaatsen dan de bruikbare oppervlakte, op elk punt ten minste 20 cm hoog moet zijn en dat de totale oppervlakte van een kooi niet kleiner mag zijn dan 2 000 cm²;

b) een nest;

c) een met strooisel bedekte ruimte waar de kippen kunnen scharrelen en bodempikken;

d) een geschikte zitstok met een lengte van ten minste 15 cm per kip;

2° er moet een vrij beschikbare voederbak aanwezig zijn, met een lengte van ten minste 12 cm, vermenigvuldigd met het aantal kippen in de kooi;

3° elke kooi moet voorzien zijn van een passend watervoorzienings-systeem, met name rekening houdend met de groepsgrootte. Bij waterverstrekking via nippels of drinkwaterbakjes moeten ten minste twee nippels of twee drinkbakjes voor elke kip bereikbaar zijn;

4° teneinde de inspectie van de dieren en het vullen en ruimen van de kooien te vergemakkelijken, moeten de rijen kooien van elkaar gescheiden zijn door gangen van ten minste 90 cm breed en moeten de onderste kooien ten minste 35 cm boven de vloer van het gebouw worden geplaatst;

5° de kooien moeten uitgerust zijn met passende voorzieningen om het doorgroeien van de nagels tegen te gaan.

§ 2. Op basis van een wetenschappelijke studie die betrekking zal hebben op zowel de aspecten volksgezondheid, sanitair beleid, economisch beleid als dierenwelzijnsbeleid, zullen Onze in Raad vergaderde Ministers, binnen de 18 maanden na het beëindigen van deze studie, hetzij een bevestiging van het huidige besluit voorstellen, hetzij een wijziging van het besluit in de zin van een verstrenging van de minimale normen voor de verrijkte kooien of een beperking tot het gebruik van alternatieve systemen.

Deze beslissing dient in overeenstemming te zijn met de beslissing van de Raad van de Europese Unie, zoals voorzien in artikel 10 van de Richtlijn 1999/74/EG tot vaststelling van de minimumnormen voor de bescherming van legkippen

De bepalingen die zouden afwijken van een letterlijke omzetting van de Richtlijn 1999/74/EG van de Raad van 19 juli 1999 tot vaststelling van de minimumnormen voor de bescherming van legkippen, kunnen pas 15 jaar na publicatie in het *Belgisch Staatsblad* in werking treden.

CHAPITRE V. — Dispositions abrogatoires et d'entrée en vigueur

Art. 7. L'arrêté royal du 23 octobre 1989 concernant la protection des poules pondeuses en batterie est abrogé à partir de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication, et doit être confirmé ou modifié avant le 1^{er} janvier 2010.

Art. 9. Notre Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 octobre 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
R. DEMOTTE

Annexe

Annexe à l'arrêté royal du 17 octobre 2005 établissant les normes minimales relatives à la protection des poules pondeuses.

Outre les dispositions pertinentes de l'annexe de l'A.R. du 1^{er} mars 2000 concernant la protection des animaux dans les élevages, les exigences suivantes sont applicables

1. Toutes les poules doivent être inspectées par le propriétaire ou le responsable des poules au moins une fois par jour.

2. Le niveau sonore sera réduit au minimum. Tout bruit constant ou subit sera évité. La construction, le montage, l'entretien et le fonctionnement des ventilateurs, des dispositifs d'alimentation et autres équipements doivent être conçus de manière à provoquer le moins de bruit possible.

3. Tous les bâtiments doivent être éclairés de sorte que les poules puissent se voir ou puissent être vues clairement, qu'elles puissent explorer visuellement les alentours et se mouvoir dans leur cadre habituel. Dans le cas d'éclairage naturel, les ouvertures laissant entrer la lumière doivent être aménagées de manière à assurer une répartition égale de la lumière dans les locaux.

Après les premiers jours d'adaptation, le régime doit être prévu de manière à éviter les problèmes de santé et de comportement. En conséquence, il doit suivre un rythme de vingt-quatre heures et comprendre une période d'obscurité suffisante et ininterrompue, à titre indicatif à peu près un tiers de la journée, pour permettre aux poules de se reposer et pour éviter des problèmes comme l'immunodépression et les anomalies oculaires. Une période de pénombre d'une durée suffisante devrait être respectée lors de la diminution de la lumière afin de permettre aux poules de s'installer sans perturbation ou blessures.

4. Tous les locaux, les équipements et les ustensiles qui sont en contact avec les poules sont entièrement nettoyés et désinfectés régulièrement et en tout état de cause chaque fois qu'un vide sanitaire est pratiqué et avant l'introduction d'un nouveau lot de poules. Pendant que les locaux sont occupés, toutes les surfaces et toutes les installations doivent être tenues dans un état de propreté satisfaisant.

Il y a lieu d'éliminer aussi souvent que nécessaire les excréments et journalièrement les poules mortes.

5. Les systèmes d'élevage doivent être convenablement aménagés pour éviter que les poules ne s'échappent.

6. Une installation comportant plusieurs étages doit être pourvue de dispositifs ou de mesures appropriées permettant de procéder de manière directe et sans encombre à l'inspection de tous les étages et facilitant le retrait des poules.

7. La conception et les dimensions de l'ouverture de la cage doivent être telles qu'une poule adulte puisse être retirée sans éprouver de souffrances inutiles ni subir de blessures.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 17 octobre 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
R. DEMOTTE

HOOFDSTUK V. — Opheffings- en inwerkingtredings bepalingen

Art. 7. Het koninklijk besluit van 23 oktober 1989 betreffende de bescherming van legkippen in batterijen wordt vanaf de dag van inwerkingtreding van dit besluit opgeheven.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op de dag van publicatie, en moet vóór 1 januari 2010 bevestigd of gewijzigd worden.

Art. 9. Onze Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 oktober 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
R. DEMOTTE

Bijlage

Bijlage bij het koninklijk besluit van 17 oktober 2005 tot vaststelling van de minimumnormen voor de bescherming van legkippen.

Naast de toepasselijke bepalingen van de bijlage bij het K.B. van 1 maart 2000 inzake de bescherming van voor landbouwdoeleinden gehouden dieren moet aan de volgende eisen worden voldaan :

1. Alle kippen moeten ten minste eenmaal per dag door de eigenaar of de houder van de kippen worden geïnspecteerd.

2. Het geluidsniveau dient zo laag mogelijk te worden gehouden. Aanhoudend of plotseling lawaai moet worden vermeden. Constructie, opstelling, onderhoud en werking van ventilatietoestellen, voedermachines of andere apparaten moeten zo weinig mogelijk lawaai veroorzaken.

3. Alle gebouwen moeten zodanig verlicht worden dat de kippen elkaar duidelijk kunnen zien, respectievelijk duidelijk te zien zijn, dat zij hun omgeving visueel kunnen verkennen en dat zij hun activiteiten op de gebruikelijke wijze kunnen ontplooiën. In het geval van verlichting met daglicht moeten de lichtopeningen zo aangebracht zijn dat een gelijkmatige verdeling van het licht in de lokalen gewaarborgd is.

Na de eerste dagen van aanpassing moet het systeem zodanig worden afgesteld dat gezondheidsproblemen en gedragsstoornissen worden vermeden. Derhalve moet worden gezorgd voor een 24-uurscyclus met een ononderbroken duisternisperiode die lang genoeg is, dat wil zeggen ongeveer een derde van de dag, zodat de kippen kunnen rusten en problemen als vermindering van de immuniteit en oogafwijkingen kunnen worden voorkomen. Bij de vermindering van het kunstlicht moet een periode van halfduister in acht genomen worden die lang genoeg is om de kippen in staat te stellen ongestoord zonder verwondingen op stok te gaan.

4. Lokalen, uitrusting en gereedschap waarmee de kippen in aanraking komen, moeten regelmatig grondig worden gereinigd en ontsmet en in elk geval telkens wanneer de kooien om sanitaire redenen worden leeggemaakt, en ook voordat een nieuwe partij kippen wordt binnengebracht. Zolang de lokalen bezet zijn, moeten alle oppervlakten en alle installaties goed schoon worden gehouden.

Uitwerpselen moeten zo vaak als nodig is, worden verwijderd, dode kippen dagelijks.

5. De houderijsystemen moeten zo zijn opgezet dat de kippen niet kunnen ontsnappen.

6. Een inrichting met meer lagen op elkaar moet voorzien in passende voorzieningen of maatregelen die het mogelijk maken alle lagen rechtstreeks en moeiteloos te inspecteren, en de kippen gemakkelijk te verwijderen.

7. De constructie en de afmetingen van de opening van de kooi moeten van dien aard zijn dat een volwassen kip eruit gehaald kan worden zonder dat dit onnodig lijden of verwondingen veroorzaakt.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 17 oktober 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
R. DEMOTTE